

AFP 

D'ABORD LES FAITS



© Adem Altan / AFP - Europe Wirepress Photo 2024

RAPPORT ANNUEL 2023

SOMMAIRE

- 03** ÉDITO
- 04** 2023 VUE PAR PHIL CHETWYND, DIRECTEUR DE L'INFORMATION
- 06** 2023 VUE PAR CHRISTINE BRIEMEL, DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
- 07** 2023 VUE PAR PATRICE MONTI, DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING
- 08** 2023 VUE PAR SOPHIE HUET, RÉDACTRICE EN CHEF CENTRALE
- 10** FOCUS SUR LA SÉCURITÉ DES JOURNALISTES
- 12** 2023 EN BREF
- 13** L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE À L'AFP
- 14** L'AFP À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE ISRAËL-HAMAS
- 16** UKRAINE : LES DÉFIS D'UNE COUVERTURE INSCRITE DANS LA DURÉE
- 18** 2023 VUE PAR PIERRE AUSSEILL, DIRECTEUR RÉGIONAL AFRIQUE
- 20** EN ATTENDANT LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES AVEC PIERRE GALY
- 22** DÉSINFORMATION EN PÉRIODE D'ÉLECTIONS AVEC SOPHIE NICHOLSON
- 24** ORGANIGRAMME
- 26** HOMMAGE À ARMAN SOLDIN

Photo de couverture : Mesut Hancer tient la main de sa fille Irmak, âgée de 15 ans, décédée lors du tremblement de terre à Kahramanmaras, près de l'épicentre du séisme, le lendemain d'un séisme de magnitude 7,8 qui a frappé le sud-est du pays, le 7 février 2023. © Adem Altan / AFP. Cette photo a reçu, entre autres récompenses, le World Press Photo pour la région Europe.

ÉDITO

FAITS MARQUANTS



FABRICE FRIES
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Deux tragédies et un impératif

L'année 2023 a été marquée à l'AFP par deux tragédies : la mort du vidéojournaliste Arman Soldin en Ukraine et la grave blessure de la photographe Christina Assi au Liban. L'émotion au sein de l'Agence a été immense, elle l'oblige à redoubler d'efforts pour protéger ses reporters. À cet effet, a été créé en 2023 un poste de rédacteur en chef chargé de la protection des journalistes, dont la mission couvre les trois aspects de la sécurité physique, de la sécurité mentale et de la cybersécurité. Le développement de protocoles précis répondant aux principales situations, la systématisation des enquêtes et retours d'expérience sur les incidents, l'adaptation de la formation aux nouvelles technologies de combat et celle de l'équipement figurent en bonne place dans les actions déployées.

Deux guerres et une polémique

Le réseau AFP a été mis particulièrement sous tension puisque le conflit Israël-Hamas est venu s'ajouter à la poursuite de la guerre en Ukraine. Au pic d'une couverture très difficile puisque portant sur un sujet éminemment sensible, est venue se greffer une controverse publique mettant en doute l'impartialité de l'Agence, au motif qu'elle se refusait à qualifier elle-même le Hamas de mouvement terroriste. Il a fallu expliquer une consigne éditoriale datant de plus de 20 ans, s'appliquant à tout mouvement quel qu'il soit, d'ailleurs suivie par toutes les grandes agences. Il a aussi fallu se défendre au fil des dépêches de biais tantôt pour un camp, tantôt pour l'autre. Les agences savent désormais qu'ils sont mis sous étroite surveillance, que leur production sera disséquée sur

les réseaux sociaux voire les plateaux de télé. La meilleure réponse que peut apporter l'Agence consiste à redoubler de vigilance sur le respect des règles éditoriales et à gagner toujours en rigueur et qualité dans ses reportages.

Deux axes et un disrupteur

L'année 2023 s'est conclue avec la formalisation du nouveau contrat d'objectifs et de moyens de l'Agence pour la période 2024-2028. Deux nouveaux axes stratégiques ont été définis : l'AFP a l'ambition de devenir l'agence indispensable pour ses clients médias, celle qui est retenue s'ils doivent arbitrer entre plusieurs flux d'agence – ce qui devient malheureusement monnaie courante compte tenu de la crise traversée par les médias partout dans le monde. Et elle doit aussi, précisément en raison de cette crise, développer ses revenus hors médias. Une trajectoire volontariste a été définie, qui doit permettre la poursuite d'un redressement financier dont 2023 a été une nouvelle étape sur les trois plans de la croissance, des profits et du désendettement. Le cadre est donc posé pour les années à venir, d'autant que la Commission européenne a validé l'aide d'État que reçoit l'AFP pour soutenir son réseau international. Principale incertitude dans le déroulé de ce nouveau scénario : le rôle de ce grand perturbateur que promet d'être l'intelligence artificielle générative. Selon qu'elle fragilisera davantage encore les médias en les désintermédiant ou qu'au contraire sera reconnue la valeur des contenus d'information de qualité, la trajectoire de l'Agence sera infléchiée en un sens ou dans l'autre. Faire peser le fléau de la balance dans la bonne direction est le combat qui s'ouvre.

2023 VUE PAR

PHIL CHETWYND, DIRECTEUR DE L'INFORMATION



« Ce qui peut nous arriver de pire : perdre un journaliste. »

L'AFP a vécu en 2023 l'une des années les plus difficiles de son histoire avec la mort d'Arman Soldin en Ukraine, la terrible blessure subie par Christina Assi dans le sud du Liban et la polémique autour de sa couverture du massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre en Israël. Phil Chetwynd revient sur ces événements et les enseignements que l'Agence en a tirés.

L'année 2023 a avant tout été celle du décès de Arman Soldin, tué par une frappe russe, le 9 mai 2023 en Ukraine.

C'est ce qui peut nous arriver de pire, perdre un journaliste. La mort d'Arman nous a tous bouleversés. On ne maîtrise jamais totalement l'environnement de travail lorsque nous sommes dans une zone de guerre. La guerre a changé de nature aussi. Il y a des drones partout, des drones suicide comme en Ukraine ou des drones qui espionnent, qui relèvent les coordonnées des objectifs et les communiquent à l'artillerie. On peut être à 20 kilomètres du front et être visé. C'est vraisemblablement ce qui s'est passé dans le sud du Liban quand nos deux journalistes, Christina Assi et Dylan Collins et ceux d'Al Jazeera et de Reuters ont été visés par des obus israéliens. C'est un défi pour les médias mais nous devons nous adapter à cette nouvelle réalité.

Justement, comment faire face à ces nouvelles menaces ?

La première chose, c'est de rester humbles. En matière de sécurité, il y a toujours des choses à évaluer, à améliorer. Nous avons beaucoup travaillé pour perfectionner les briefings, nous avons raccourci la durée des missions, les formations et notamment les formations aux premiers soins se déroulent désormais sur deux ou trois jours dans les conditions du combat, sur le sol même de l'Ukraine... Il faut être capable de secourir quelqu'un dans une situation de stress, sur le front, de faire un garrot. Nous désignons des chefs d'équipe qui sont responsables des autres et nous ne faisons plus de missions *embedded* avec les troupes ukrainiennes, sauf si un agent de sécurité peut accompagner nos journalistes. Nous nous assurons aussi d'être en mesure d'acheminer le plus rapidement possible un éventuel blessé du front vers l'hôpital. Et nous partageons beaucoup d'informations sur la sécurité avec nos concurrents ce que nous ne faisons pas auparavant. Je suis sur une boucle WhatsApp avec mes homologues d'AP et de Reuters et nous nous parlons tous les jours.

La guerre à Gaza a été également une source de préoccupation constante pour la sécurité de nos journalistes.

Je voudrais saluer d'abord le courage de notre équipe à Gaza qui a poursuivi sa mission dans des conditions extrêmement difficiles. Une semaine après le déclenchement des hostilités, nos neuf collaborateurs ont dû abandonner maisons et bureau et chercher refuge dans le sud de la bande de Gaza avec des dizaines de membres de leurs familles, et cela au milieu des bombes. Certains ont dormi sous la tente. Beaucoup ont perdu des parents. Ils sont allés dans les hôpitaux, dans les morgues, ont vu des dizaines de corps, ceux d'enfants aussi. Une centaine de leurs collègues journalistes ont perdu la vie.

Dans un autre registre, l'AFP a été critiquée sur sa couverture de l'attaque du Hamas du 7 octobre. Quels enseignements en tirer avec le recul ?

Cela fait 22 années consécutives que j'occupe un rôle de rédacteur en chef ou de directeur de l'Information à l'Agence et jamais je n'avais dû gérer une couverture aussi complexe. Pourquoi ? Je dirais qu'il y a quatre éléments à retenir. Le premier, c'est le niveau d'émotion que l'attaque du Hamas a suscité à travers le monde mais aussi au sein même de l'AFP, le caractère ultrasensible de ce conflit. Ensuite, il y a les réseaux sociaux, ce qui signifie énormément de commentaires en temps réel, souvent très émotionnels. Le troisième point, c'est un contexte général de désinformation. Le dernier élément, c'est le populisme qui souffle sur les braises. Tout ceci crée un mélange assez détonnant.

Au cœur de la polémique, il y avait la qualification du Hamas. L'AFP s'est refusée à qualifier ce mouvement de « terroriste » contrairement aux États-Unis, l'Union européenne et Israël.

Jusqu'à ces événements dramatiques, il n'y avait pas de polémique à propos du mot « terrorisme ». Nous n'avions pas employé ce mot pour qualifier



Arman Soldin assis sur un char militaire ukrainien lors d'un entretien avec un soldat, en compagnie du fixeur Oleksiy Obolensky, dans la région du Donbass, le 29 avril 2022. © Dimitar Dilkov / AFP

les attentats de 2015 à Paris, le Bataclan ou *Charlie Hebdo*. Mais je dirais que la différence, cette fois-ci, c'est le contexte que je viens de décrire. J'ai parlé avec beaucoup de rédacteurs en chef à travers le monde et ils sont nombreux à avoir fait face à ces mêmes polémiques. Au-delà des médias, elles ont enflammé les discussions dans les universités ou les entreprises. Pour autant, je ne dirais pas que nous avons été parfaits. Le démarrage de notre couverture a été un peu lent mais les circonstances étaient particulières. C'était un week-end, le dernier jour des fêtes juives de Soukkot... Et sur des couvertures aussi importantes, il y a des choses qui marchent bien et d'autres qui marchent moins bien. L'essentiel dans ce cas, c'est d'envoyer du monde sur le terrain et de revenir sur l'événement sous des angles multiples. Et c'est ce que nous avons fait.

Quel bilan l'AFP a-t-elle tiré de ces événements ?

Il y a une multitude de leçons à en tirer, sur notre organisation interne ou sur notre propre communication qui doit certainement s'appuyer davantage sur les réseaux sociaux que sur des communiqués de presse même si ce n'est pas sans risque. Mais il

ya beaucoup d'éléments positifs aussi. Pas un seul autre média, je pense, n'a mis autant de moyens sur le terrain en Israël. Nous avons trois équipes multimédias qui ont arpenté ce pays pour recueillir les réactions de la société israélienne, dans le nord, à l'est, à l'ouest, dans les kibboutz au sud... Et nous avons poursuivi cet effort quand le focus s'était déjà reporté sur Gaza. Ces événements ont également révélé la force et la maturité de l'AFP TV avec des équipes vidéo extrêmement réactives, capables d'assurer des couvertures *live* en plusieurs endroits au même moment. Il faut encore conforter notre réseau mais je suis convaincu que nous avons désormais le meilleur service vidéo du monde. L'autre révolution dans le fonctionnement de l'Agence, c'est ce que nous appelons le *Global Shift*, une organisation de la rédaction en chef qui passe de Paris à Washington le soir puis à Hong Kong dans la nuit. C'est un gros plus en termes de rapidité. Chaque matin, il y a des alertes sur l'Ukraine à l'initiative de Hong Kong.



Israël - Hamas : le conflit de tous les dangers, par Phil Chetwynd

2023 VUE PAR

CHRISTINE BRIEMEL, DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES



« Nous essayons de repérer des talents, de conforter les partenariats avec des écoles de journalisme mais aussi d'informatique car nous sommes toujours à la recherche d'experts des systèmes d'information et des réseaux de bon niveau. »

Longtemps tournée vers les collaborateurs de l'AFP en France, la gestion des ressources humaines a été marquée en 2023 par le parachèvement d'un réseau de responsables régionaux sur les cinq continents. « Il s'agit de poser les bases d'un socle commun avec nos cinq directions régionales. »

Des responsables des ressources humaines ont été nommés progressivement pour les régions Amérique du Nord, Amérique latine, MENA, Asie-Pacifique, Europe et Afrique.

Leur tâche : veiller au recrutement de nouveaux collaborateurs, à leur intégration dans les rouages de l'Agence, à la mobilité professionnelle à travers le réseau mais aussi à des dispositifs comme la prévention du harcèlement ou le télétravail. « Ils sont les relais de notre politique de ressources humaines », résume Christine Briemel.

D'autres chantiers ont été lancés l'an dernier. Parmi ceux-ci, celui visant à étendre au plus grand nombre de journalistes la perspective de mobilité. « Là aussi, l'objectif est de faire en sorte que des journalistes de plus en plus nombreux, en Afrique et en Asie notamment, obtiennent des affectations dans d'autres pays que leur pays d'origine voire sur d'autres continents », explique la directrice des ressources humaines.

Cela passe, dès leurs premiers pas à l'AFP par une politique de mentorat qui doit leur permettre « d'acquiescer, aux côtés de journalistes expérimentés, de la visibilité, d'élargir leur réseau professionnel et d'accéder aux structures internationales de l'Agence », poursuit-elle.

« Mon mentor se situe quelque part entre le collègue et l'ami. Il s'agit d'une relation plus informelle où je sens que je peux évoquer des choses que je

n'aborderais sans doute pas avec mon manager », témoigne un journaliste de la région Asie-Pacifique.

Ces dispositifs se doublent d'un effort de formation des journalistes mais aussi des collaborateurs techniques et administratifs locaux qui s'est sensiblement accéléré ces dernières années avec un budget en hausse de 30 % en 2023 comme en 2022, une manière de concourir là aussi à la diversité.

« Nous essayons de repérer des talents, de conforter les partenariats avec des écoles de journalisme mais aussi d'informatique car nous sommes toujours à la recherche d'experts des systèmes d'information et des réseaux de bon niveau », complète Christine Briemel.

Au Moyen-Orient et en Amérique latine, des bourses sont désormais allouées à de jeunes journalistes, parfois issus de milieux modestes, leur donnant l'opportunité de rejoindre l'Agence, comme cela peut être fait en France avec l'association *La Chance* qui œuvre pour la diversité dans les médias. « C'est devenu en fait une politique globale », explique-t-elle.

La directrice des ressources humaines insiste aussi sur les valeurs cardinales que l'AFP entend promouvoir en son sein comme la « priorité à l'humain », le respect mutuel, la responsabilité, l'ouverture et la transparence. Autant de valeurs destinées à être partagées dans les relations de travail et managériales.



Bouchra Berkane a reçu le 17 octobre 2023 la seconde « Bourse Michèle Léridon » lancée en 2021 par l'AFP et l'ARCOM (ex-CSA) avec l'association La Chance pour la diversité dans les médias, dont les 350 journalistes bénévoles préparent chaque année environ 80 jeunes aux concours des écoles de journalisme.

Sur la photo : Marc Epstein, président de La Chance, Roch-Olivier Maistre, président de l'Arcom, Dalila Zein, DG de l'AFP et la lauréate Bouchra Berkane.

2023 VUE PAR

PATRICE MONTI, DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING



« Devenir “l'agence préférée des médias” : un enjeu rédactionnel mais aussi commercial. »

Lorsqu'il a été réélu, en novembre 2022, pour un deuxième mandat de cinq ans à la tête de l'AFP, Fabrice Fries s'était fixé parmi ses objectifs prioritaires celui d'en faire « l'agence préférée des médias partout dans le monde », un objectif décliné tout au long de l'année 2023. Pour Patrice Monti, directeur commercial et marketing de l'Agence, cette stratégie repose sur la qualité et la variété de la production éditoriale de l'AFP mais aussi sur une offre commerciale en constante évolution, correspondant toujours mieux aux usages et aux attentes de ses clients.

« Nous n'avons cessé de progresser éditorialement, de nous renforcer pour nous rapprocher de notre objectif, devenir l'agence préférée des médias », se félicite-t-il, « c'est un travail qui ne s'arrête jamais mais cela s'avère déjà payant. En 2023, c'est bel et bien sur le marché des médias que l'Agence s'est développée, en France comme à l'International. »

Correspondant aux attentes d'un grand nombre de clients, la nouvelle plateforme de distribution des produits de l'Agence, AFP News, accompagnée d'une offre commerciale novatrice qui repose sur des « crédits » dans lesquels les clients peuvent puiser pour accéder à l'intégralité de la production (dépêches, photos, vidéos, vidéographies et infographies), est au cœur de ce développement.

« Lancée fin 2020, AFP News a doublé son chiffre d'affaires l'an dernier, en ligne avec les objectifs que nous nous étions fixés », relève Patrice Monti qui y voit le succès d'un mode de distribution « moderne, intuitif, ergonomique et complètement

décloisonné ». L'objectif pour 2024 est de rendre l'« expérience utilisateur » encore plus fluide, précise-t-il, « mais nous travaillons aussi bien entendu à améliorer l'expérience de nos clients à qui nous poussons directement nos contenus ; leurs besoins sont différents mais personne n'est oublié. »

L'AFP réalise parallèlement d'autres développements visant à atteindre les nouvelles audiences. Parmi ceux-ci, *Social Stories* s'adresse plus particulièrement aux jeunes audiences avec des *stories* sur l'actualité internationale en format vertical, adaptées aux smartphones et aux réseaux sociaux. « L'objectif est de proposer à nos clients un produit packagé et moderne répondant aux usages et aux attentes des nouvelles générations », explique le directeur commercial et marketing.

CONFLITS

SOPHIE HUET, RÉDACTRICE EN CHEF CENTRALE



« 2023 a été une année extrêmement difficile qui nous a rappelé à quel point l'engagement des journalistes sur le terrain pouvait avoir un coût humain élevé. »

Tour de contrôle d'une rédaction de 1 700 journalistes, la rédaction en chef centrale de l'AFP avec, à sa tête, Sophie Huet, a été mise à rude épreuve en 2023, confrontée à deux conflits majeurs : la guerre en Ukraine, entrée dans sa deuxième année, puis, à partir d'octobre, la déflagration provoquée par l'attaque meurtrière du Hamas en Israël. Une situation qui a exigé des adaptations rapides du pilotage de la rédaction.

« 2023 a été une année extrêmement difficile qui nous a rappelé à quel point l'engagement des journalistes sur le terrain pouvait avoir un coût humain élevé », déplore Sophie Huet après la mort du coordinateur vidéo Arman Soldin, tué à 32 ans lors d'une attaque de roquettes russes en Ukraine le 9 mai, puis la grave blessure subie par Christina Assi, victime d'un obus tiré par un char israélien dans le sud du Liban, le 13 octobre. Un journaliste de Reuters, Issam Abdallah, rappelle-t-elle, a été tué lors de ce bombardement au cours duquel un second journaliste de l'AFP, Dylan Collins, a également été blessé, quelques mois après l'avoir déjà été en Ukraine.

« Nous avons travaillé de façon ininterrompue avec plusieurs fronts à gérer simultanément et une charge de travail considérable » pour tous les bureaux et rédactions en chef concernés, constate la rédactrice en chef centrale.

La réforme engagée début 2023 pour éliminer le travail de nuit à la rédaction en chef centrale a toutefois grandement contribué à absorber l'onde de choc.

Jusqu'à-là, cette rédaction en chef centrale était assurée, la nuit et pour l'ensemble du globe, depuis Paris et par un seul journaliste. Avec cette réforme, ce travail de coordination de la couverture et d'ani-



Des journalistes travaillent dans un abri à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 11 décembre 2023. © Mohammed Abed / AFP

mation du réseau de l'Agence, 24 heures sur 24, a basculé vers d'autres grands centres de l'AFP au fil des fuseaux horaires. « En début de soirée, Paris cède la main à Washington qui cède à son tour la main à Hong Kong avant que la rédaction en chef centrale ne revienne à Paris en début de matinée », explique Sophie Huet. Cela permet et d'associer tous les « métiers », à commencer par le texte, la photo et la vidéo, avec des équipes complètes, pleinement mobilisées et très réactives.

« La pertinence de cette organisation a été démontrée par notre capacité à gérer simultanément la guerre en Ukraine et le conflit au Proche-Orient à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit », se félicite-t-elle.

Le dispositif est complété par des équipes qui scrutent pendant la nuit aussi l'actualité des deux conflits. Pour l'Ukraine, deux traductrices basées en Australie se relaient pour surveiller les réseaux sociaux et les agences de presse russes et ukrainiennes et alerter Washington et Hong Kong. « Chaque fois qu'il y a des campagnes de frappes massives lancées vers 3 ou 4 heures du matin contre l'Ukraine, ce sont elles qui avertissent », poursuit Sophie Huet.

Un dispositif similaire a été élaboré pour le conflit du Proche-Orient avec l'appui des journalistes du réseau maîtrisant l'hébreu ou l'arabe. « Là aussi, cela permet aux journalistes qui sont sur le terrain de souffler et d'être alertés si des développements importants exigent qu'ils soient réveillés », détaille-t-elle.

Nous avons dû aussi nous adapter aux nouvelles formes de conflits, marquées par l'usage massif des drones, en tirant aussi les enseignements de nos expériences les plus difficiles et des observations de nos reporters sur le terrain.

Plus que jamais, nous devons peser « au cas par cas les risques par rapport à l'intérêt éditorial des reportages avant de donner notre feu vert à leur réalisation », explique-t-elle encore. « Pas plus tard qu'il y a cinq minutes, nous avons refusé une mission visant à filmer et photographier des pièces d'artillerie sur le front ukrainien, pas particulièrement nouvelles et qui n'apportaient pas une plus-value éditoriale suffisante », confie Sophie Huet.

À Gaza, il est impossible d'envoyer des journalistes en renfort, en dehors des missions ponctuelles organisées par l'armée israélienne. « Nous avons dû faire avec cette impossibilité de soulager nos équipes confrontées à des conditions de travail absolument effarantes, jusqu'à devoir camper et craindre pour leurs familles tandis que le bureau de l'AFP, touché par une frappe, était rendu inutilisable », rappelle-t-elle.

« En revanche, nous avons déployé un dispositif de renfort considérable à Jérusalem et à Nicosie, notre direction régionale MENA avec, en quatre mois et demi, pas moins de 130 journalistes expérimentés venus de tout le réseau de l'Agence, d'Amérique Latine, d'Asie... », ajoute Sophie Huet qui souligne encore : « après deux ans de guerre, l'intérêt de nos clients pour le conflit en Ukraine ne faiblit pas tandis que Gaza reste dans les top news quotidiens. »



Des journalistes palestiniens tentent de se connecter à internet à l'aide de leur téléphone à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza le 27 décembre 2023. © Said Khatib / AFP

SÉCURITÉ

JEAN-MARC MOJON, COORDINATEUR SÉCURITÉ



« Professionnaliser la sécurité des journalistes sans remettre en cause notre culture du reportage. »

Depuis février 2023, Jean-Marc Mojon est chargé de coordonner la sécurité à la rédaction en chef centrale de l'AFP après avoir écumé depuis le début des années 2000 les bureaux du Proche-Orient et d'Afrique de l'Est : Jérusalem, Le Caire, Nairobi, puis Bagdad et Beyrouth comme directeur. Témoin direct du déchaînement de violence qui s'est abattu sur le Proche-Orient, le journaliste a piloté pendant ces deux décennies de nombreuses missions à haut risque, comme en Syrie ou en Irak. Une expérience du terrain qu'il met désormais au service de toute la rédaction.

La mort d'Arman Soldin et la terrible blessure subie par Christina Assi ont rappelé, s'il le fallait, que la sécurité des journalistes était un enjeu crucial alors que l'Europe a renoué avec un conflit de haute intensité à ses frontières et que le Proche-Orient fait face à une nouvelle flambée de violence. Mais ces événements ont révélé aussi les nouvelles menaces qui pèsent sur les reporters, faisant d'eux des cibles, parfois loin du front : drones, interceptions électroniques, géolocalisation...

À présent, il ne s'agit plus seulement de former les

équipes et de les doter de gilets pare-balles, de casques, de téléphones ou de stations satellitaires mais de développer une véritable culture du risque et de la sécurité.

« Jusqu'à ma nomination, les problématiques de sécurité étaient principalement du ressort de la rédaction en chef technique mais il est apparu que ce n'était plus nécessairement le lieu adéquat pour les envisager, qu'il fallait penser la sécurité dès l'instant où la couverture d'événements en terrain hostile se décide et s'organise », explique Jean-

Journalistes tué et blessés au Liban : une enquête sans précédent de l'AFP du 13 octobre

Le 13 octobre 2023, à 18h02 heure locale, un journaliste de Reuters, **Issam Abdallah**, était tué dans le sud du Liban et la photographe de l'AFP **Christina Assi**, grièvement blessée. Elle sera amputée quelques semaines plus tard de la jambe droite.

Tous deux faisaient partie d'un groupe de sept reporters qui comptait également une équipe de la chaîne Al Jazeera, ces reporters couvrant la réplique militaire israélienne aux massacres commis six jours plus tôt par le Hamas en Israël.

Le sort d'Issam Abdallah et de Christina Assi qui a bouleversé la rédaction de l'AFP a donné lieu à une enquête interne d'une ampleur sans précédent. Pour la première fois, l'Agence a fait appel à un partenaire extérieur, l'ONG britannique **Airwars** dont les travaux sur les victimes civiles de conflits armés font autorité. Il a également été décidé de rendre publiques les conclusions de ces investigations.

Ce travail, qui s'apparentait à celui d'enquêteurs de police scientifique, a mobilisé pendant près de deux mois un noyau d'une quinzaine de collaborateurs de la rédaction en chef, des bureaux de Beyrouth et Jérusalem, du service international à Paris, de l'infographie, des réseaux sociaux... Les images tournées avant et pendant les frappes, des fragments de munitions retrouvés sur place et les témoignages des survivants ont été passés au crible.

L'enquête a conclu que le groupe de journalistes avait été visé par un obus de char de 120 mm en usage dans la seule armée israélienne sur cette zone de conflit. Deux frappes successives, à 37 secondes d'intervalle, avaient délibérément ciblé ces journalistes pourtant clairement identifiés par leurs gilets pare-balles siglés « PRESS ». Aucune activité militaire n'avait par ailleurs été rapportée dans les environs immédiats.

Les investigations ont également révélé que les frappes provenaient vraisemblablement du village israélien de Jordeikh où des chars de l'armée étaient positionnés même s'il n'a pas été possible de remonter la chaîne de commandement.

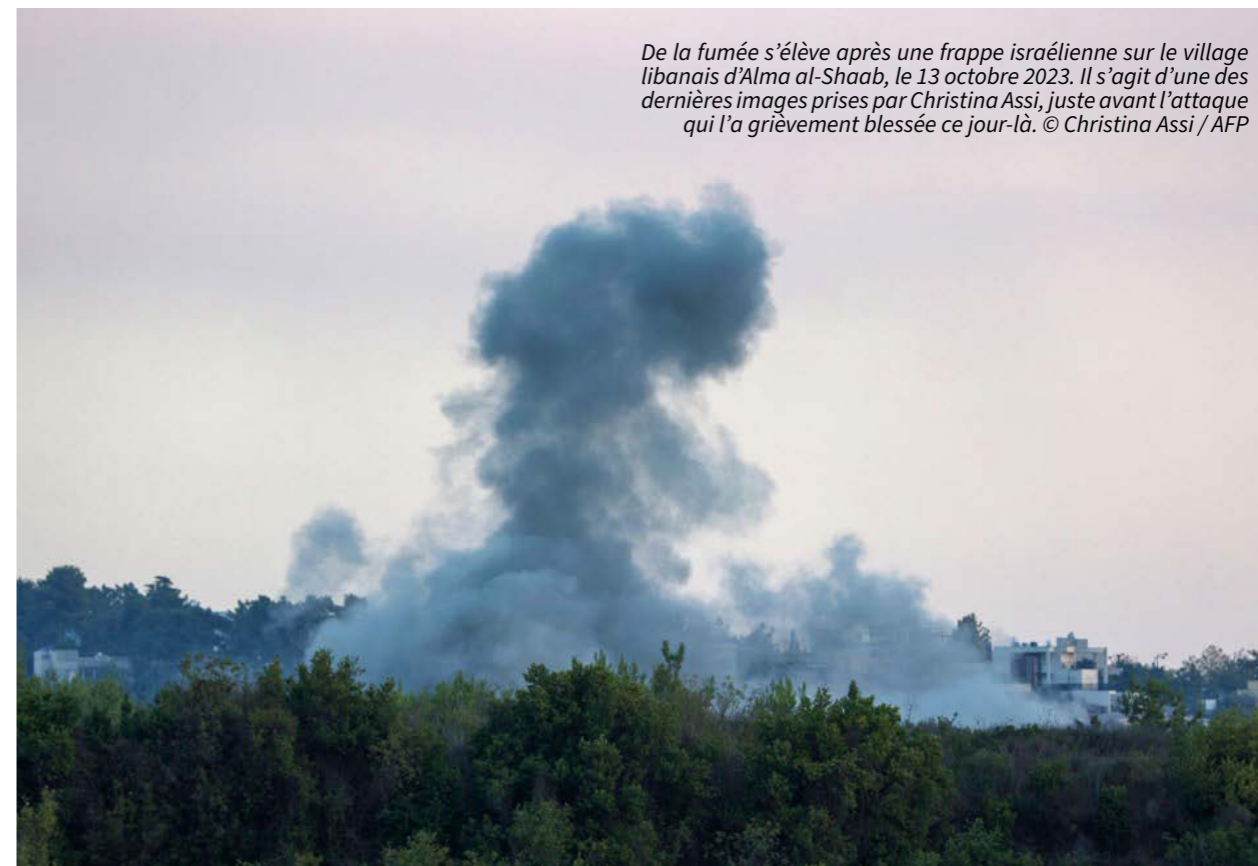
L'AFP recourra à « tous les moyens judiciaires possibles et pertinents pour s'assurer que justice soit rendue », a souligné le directeur de l'Information de l'Agence, Phil Chetwynd.

Reuters a mené ses propres investigations, parvenant à des conclusions similaires à celles de l'AFP tout comme les organisations de défense des droits humains Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International.

L'armée israélienne a indiqué pour sa part mener des « vérifications » mais n'a pas donné suite aux demandes répétées de l'AFP de mener à bien une enquête approfondie et transparente.



L'intégralité de l'enquête de l'AFP qui désigne l'armée israélienne



De la fumée s'élève après une frappe israélienne sur le village libanais d'Alma al-Shaab, le 13 octobre 2023. Il s'agit d'une des dernières images prises par Christina Assi, juste avant l'attaque qui l'a grièvement blessée ce jour-là. © Christina Assi / AFP

Marc Mojon. « Le bon endroit, c'est la rédaction en chef centrale, à Paris, pour que les priorités sécuritaires soient intégrées d'emblée », selon lui.

« Ce n'est pas juste une question d'équipement, c'est aussi une manière de faire vivre cette priorité dans le débat rédactionnel », insiste-t-il.

Sa mission : « professionnaliser la sécurité des journalistes de l'AFP sans remettre en cause notre culture du reportage ». L'objectif est aussi de partager le fardeau des rédactions en chef régionales et des responsables des bureaux lorsqu'un conflit éclate et que de lourdes décisions sécuritaires doivent être prises.

Parfois, l'expérience acquise sur une crise nourrit la réflexion sur une crise similaire, à l'autre bout du monde. « Un scénario auquel nous avons dû faire face en Thaïlande peut comporter des enseignements tout à fait pertinents pour décider ou non de déployer quelqu'un au Tchad », explique Jean-Marc Mojon.

Mais il s'agit aussi d'anticiper les conflits susceptibles de survenir dans un avenir plus ou moins proche dans tel ou tel pays. « La question n'est pas seulement de prépositionner trois gilets pare-balles dans le bureau concerné mais de se demander : les bonnes personnes seront-elles présentes le jour J, le bureau aura-t-il encore les moyens de transmettre des informations en cas de cyber-blocus, comment organiser le soutien ? », détaille-t-il.

Il faut aussi repenser la formation des journalistes

avant leur déploiement en zone hostile. « Nous développons des formations spécifiques avec des professionnels de la sécurité et des contenus que nous définissons nous-même, par exemple en Pologne pour préparer les équipes aux conditions du terrain en Ukraine voisine », note le rédacteur en chef adjoint dont la mission recouvre les deux autres dimensions de la sécurité des journalistes, leur sécurité mentale et la cybersécurité.

Ceux qui ont achevé une mission en zone de guerre sont ainsi « débriefés » pour s'assurer de leur santé psychologique et alimenter les « retex », ces retours d'expérience qui servent à éclairer leurs successeurs. « Il y a moins de choses à débriefer si l'on a fait un bon brief avant la mission », relève Jean-Marc Mojon, accompagné d'un second journaliste plus particulièrement chargé de ces entretiens.

Quant à la cybersécurité, il ne s'agit pas des réseaux informatiques de l'Agence, du ressort de la Direction des systèmes d'information, mais d'« hygiène numérique » des journalistes, autrement dit des précautions qu'ils doivent prendre pour éviter de voir leurs échanges être piratés ou leurs données personnelles être mises sur la place publique, une forme d'intimidation à laquelle un bureau d'Amérique latine a déjà été confronté.

« Le monde n'est peut-être pas plus dangereux, mais il est toujours plus compliqué et notre terrain de jeu semble se rétrécir avec de plus en plus de zones inaccessibles. La volonté de l'AFP d'aller sur les terrains difficiles n'en reste pas moins intacte », souligne ainsi Jean-Marc Mojon.

2023

EN BREF

Premier bilan carbone publié

L'AFP a réalisé son premier bilan carbone basé sur les données 2022 : un bilan complet sur l'intégralité du réseau et selon la méthodologie officielle et approuvée du GHG Protocol.

Le total de nos émissions s'élève à 15,44 ktCO₂e, soit une moyenne de 6,4 tCO₂e/collaborateur. Il est difficile de comparer notre bilan carbone à celui d'autres médias, en raison des spécificités très marquées du secteur (dans le cas de l'AFP, par exemple beaucoup de déplacements, mais pas de consommation de papier).

Ce bilan carbone fera l'objet d'une étude approfondie, cependant, à ce stade, certaines données retiennent déjà notre attention :

- 38% de notre empreinte carbone proviennent des déplacements, sans surprise une large part est imputable aux trajets en avion ;
- l'énergie (chauffage/climatisation) représente notre deuxième poste d'émission (15,7%), cela est imputable à nos nombreux bureaux en France et dans le monde, augmentant le coût énergétique par employé.

Concernant nos émissions liées à l'informatique/numérique :

- environ 6% de nos émissions sont dues à nos achats en équipements informatiques en 2022,
- 1% au stockage des données sur le cloud.
- 97% de nos émissions liées aux télécommunications sont dues à nos transmissions par satellite.

L'Accord de Paris de 2015 fixe l'objectif de limiter le réchauffement moyen de la planète en dessous de 2°C, si possible à 1,5°C. Selon le dernier rapport du GIEC, pour avoir 50% de chance d'y arriver les émissions mondiales doivent baisser de 43% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2019.

L'AFP doit contribuer à la réalisation de cet objectif global par une politique volontariste à mettre en place en 2024, qui s'appuiera sur la définition d'une trajectoire pluriannuelle de décarbonation, le plan d'actions pour y arriver, les indicateurs de suivi et la mise en place d'une instance de pilotage de sa réalisation.



L'AFP s'associe à 2GAP pour donner davantage la parole aux femmes expertes

Les journalistes de l'AFP accèdent depuis octobre 2023 à la base d'expertes de l'association mondiale 2GAP (*Gender & Governance Action Platform*) rassemblant aujourd'hui plus de 75 réseaux professionnels féminins et mixtes des secteurs public et privé.

Cette base d'expertes 2GAP constitue un véritable « réservoir » de professionnelles reconnues pour leurs compétences pointues dans de multiples domaines. Elle a pour objectif de permettre aux journalistes, mais aussi aux organisatrices et organisateurs de conférences, ainsi qu'aux pouvoirs publics pour les conseils et commissions, d'avoir accès à un vivier très varié, facilement mobilisable, pour nourrir leurs émissions, conférences et débats, publications on-line ou off-line, réflexions et propositions.

L'accès à la base est gratuit. La base est gérée par des bénévoles de 2GAP qui l'enrichissent en permanence de profils d'expertes vérifiés et validés.

L'AFP, engagée depuis plusieurs années pour une meilleure représentation des femmes dans ses contenus, renforce par ce partenariat ses actions pour donner davantage la parole à des expertes dans ses productions issues du monde entier. « Il est indispensable pour la crédibilité de l'AFP que sa rédaction et ses contenus reflètent mieux la diversité du monde dans lequel nous vivons et donnent la parole à une grande variété de profils », déclare Phil Chetwynd, directeur de l'Information de l'AFP.

Lancement du premier programme de mentorat

L'AFP a lancé son premier programme de mentorat en novembre 2023 pour donner l'opportunité à des collaborateurs moins expérimentés, en particulier ceux éloignés du Siège, de mieux connaître les rouages de l'Agence, d'élargir leur réseau et de préparer leur évolution professionnelle.

Ce nouveau programme est mis en place en collaboration avec le Comité diversité. Les collaborateurs issus de toutes les diversités sont particulièrement encouragés à se porter volontaires.

Les candidats mentors doivent avoir au moins 10 ans d'expérience professionnelle et avoir occupé, de préférence, plus d'un poste à l'AFP.

À date, une quinzaine de binômes a été constituée pour une durée d'un an.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

ÉDOUARD GUIHAIRE, ADJOINT AU RÉDACTEUR EN CHEF
TECHNIQUE, RÉFÉRENT TEXTE ET MULTIMÉDIA



« Nos clients et nos lecteurs doivent être assurés que la production de l'AFP est le fruit du travail de ses journalistes, pas celui d'une technologie. »

L'AFP n'a pas attendu ChatGPT ou Midjourney pour explorer les possibilités offertes par l'intelligence artificielle (IA). Mais l'Agence entend tirer profit de ces nouvelles technologies sans sacrifier son ADN, cette exigence de rigueur et de vérification qui fait sa réputation. Elle en fait donc un usage raisonné pour indexer ses dépêches ou encore transcrire des interviews vidéo, sous le contrôle étroit de la rédaction.

« Cette technologie peut libérer les journalistes d'opérations chronophages, répétitives, limiter la charge mentale et leur permettre de se consacrer à des tâches à plus forte valeur ajoutée », relève Édouard Guihaire, « référent » au sein de la rédaction pour toutes les questions relatives à l'intelligence artificielle.

« Mais ce n'est pas une baguette magique, l'IA est encore loin d'être arrivée à maturité et doit être maniée avec d'extrêmes précautions », prévient-il, évoquant les « hallucinations » qui conduisent parfois les *chatbots*, les robots conversationnels, à produire des informations inexactes, biaisées ou stéréotypées voire fantaisistes ou les risques liés à la confidentialité des données échangées avec les plateformes.

À l'AFP, l'intelligence artificielle est utilisée pour des tâches bien précises comme l'aide à la retranscription, la traduction ou l'extraction des « métadonnées » des dépêches, à savoir les noms propres ou les thématiques abordées, afin de dresser la « carte d'identité » de chaque texte et de faciliter les recherches ultérieures.

« Au Festival de Cannes, l'an dernier, nous avons utilisé aussi l'IA pour identifier les personnalités sur les photos lors de la montée des marches, épargnant aux éditeurs des recherches extraordinairement laborieuses, opération répétée lors de la Coupe du monde de rugby », poursuit Édouard Guihaire.

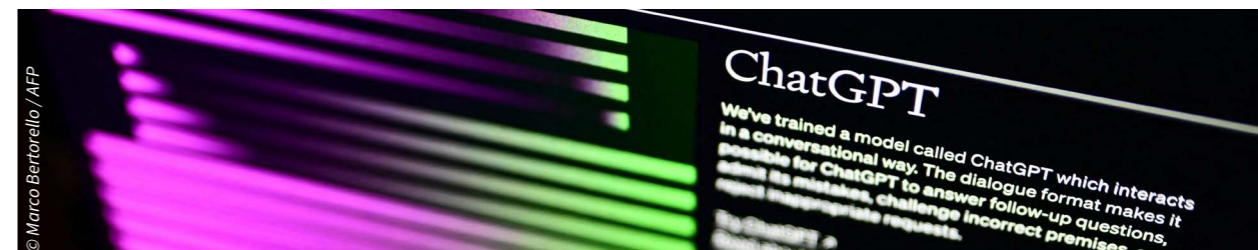
« Il est important que les journalistes soient au fait de ces technologies, qu'ils les éprouvent, les testent et s'en servent à la manière d'une boîte à idées », explique-t-il, « mais il y aura toujours une supervision humaine, un contrôle et une validation ».

« Nos clients et nos lecteurs doivent être assurés que la production de l'AFP est le fruit du travail de ses journalistes, pas celui d'une technologie », insiste-t-il.

L'émergence de l'IA s'apparente à celle des moteurs de recherche dans les années 90. À l'AFP, elle fait non seulement l'objet d'une veille attentive mais de développements internes incessants et d'expérimentations comme au cours de l'été 2023, quand un groupe multi-métiers a exploré différents scénarios d'utilisation de l'IA.

« Nous sommes dans une phase active, pas dans la réaction », souligne Édouard Guihaire. L'Agence s'est ainsi dotée d'une gouvernance *ad hoc* pour définir une stratégie cohérente et piloter ces projets. Car l'IA s'impose, bien au-delà de la rédaction, à toutes les composantes de l'AFP, de la Direction des systèmes d'information qui joue un rôle central dans ces développements au service commercial et marketing.

« Ces technologies ont vocation à mettre de l'huile dans les rouages, à faciliter, optimiser et dynamiser notre fonctionnement à tous les étages », résume Édouard Guihaire.



MOYEN-ORIENT

JO BIDDLE, RÉDACTRICE EN CHEF MENA



L'AFP à l'épreuve de la guerre Israël-Hamas

L'AFP a mobilisé toutes ses ressources pour rendre compte de la guerre Israël-Hamas, un des conflits sans doute les plus dangereux à couvrir sur le terrain depuis des années, mais aussi un des plus compliqués et des plus clivants à l'échelle internationale en raison des réactions extrêmes qu'il a suscitées dans le monde entier.

L'épreuve a avant tout été humaine : dans le sud du Liban, deux journalistes de l'AFP ont été blessés le 13 octobre, vraisemblablement par un obus de char israélien – Dylan Collins et, plus grièvement, Christina Assi –. À Gaza, les neuf collaborateurs permanents de l'AFP ont vécu et travaillé pendant des mois au péril de leur vie, dans des conditions incroyablement précaires.

Le défi fut ensuite éditorial, avec une couverture d'une complexité rare sur le terrain – impossibilité d'y envoyer des renforts, guerre de propagande d'une rare intensité – et, dans le reste du monde, des réactions enflammées et des polémiques incessantes.

« Le 7 octobre, tout a commencé avec des tirs de roquettes comme lors des affrontements précédents », raconte Jo Biddle, rédactrice en chef de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA).

« Le Hamas a annoncé qu'il en avait tiré 2 000 de-

puis Gaza vers Israël et c'est petit à petit que nous avons appris que c'était bien plus que cela encore, avec des centaines d'hommes du mouvement palestinien qui avaient traversé la frontière », pour ce qui s'avèrera être la pire attaque subie par Israël depuis sa fondation en 1948.

Les premières heures, poursuit-elle, sont « chaotiques ». L'armée israélienne, engagée dans un combat au corps à corps avec les commandos du Hamas, est avare d'informations. Tout le sud d'Israël, déclaré zone militaire, est inaccessible.

Les bureaux AFP de Jérusalem et de Gaza se mobilisent ; le jour même, l'AFP diffuse ses premières photos de corps de victimes israéliennes dans les rues de la ville de Sderot.

Depuis le siège régional de Nicosie, Jo Biddle dépêche par le premier vol quatre journalistes : un francophone, un arabophone, un anglophone et un reporter vidéo, à pied d'œuvre dès le lendemain.



Une photo aérienne montre le site de l'attaque du week-end contre le festival de musique du désert Supernova par des combattants du Hamas près du kibboutz Reim dans le désert du Néguev, dans le sud d'Israël, le 10 octobre 2023.
© Jack Guez / AFP



Des Palestiniens fuyant le nord par la route de Salaheddin dans le district de Zeitoun, à la périphérie sud de la ville de Gaza, passent devant des chars de l'armée israélienne, le 24 novembre 2023, à la suite d'un cessez-le-feu de quatre jours qui a commencé tôt le matin. © Mahmud Hams / AFP

C'est le début d'une longue cohorte d'envoyés spéciaux ; près de 130 collaborateurs de l'AFP, tous métiers confondus, vont affluer pendant six mois dans la région, venus du monde entier.

« Nous avons traité de très nombreux sujets, parcouru Israël du nord au sud, nous sommes allés dans les morgues à la rencontre des médecins légistes qui nous ont décrit les mutilations subies par les victimes, les difficultés qu'ils rencontraient pour identifier par leur ADN les corps mutilés ou brûlés.

Nous étions parmi les premiers à traiter les accusations de viol dont ont été victimes des femmes israéliennes le 7 octobre, nous avons fait aussi des reportages sur les récoltes dans les fermes israéliennes désertées par les ouvriers étrangers ou dans les écoles avec les enseignants confrontés à ce terrible traumatisme », poursuit Jo Biddle.

Pour maintenir une couverture d'une telle intensité, l'Agence mobilise son réseau mondial et s'appuie en particulier sur son système de veille éditoriale tournante renforcée (*Global Shift*) qui relie les rédactions en chef à Paris, à Washington et à Hong Kong.

À Gaza, les collaborateurs de l'AFP s'efforcent de travailler sous le déluge de feu, privés – c'est quasiment inédit – de tout renfort extérieur faute d'autorisation délivrée par l'armée israélienne.

« Ils veulent raconter leur histoire, ce qui leur arrive et le sort des Gazaouis », explique la rédactrice en chef MENA. « Je tiens à souligner leur dévouement, leur professionnalisme et leur engagement malgré ces conditions très précaires et la menace omniprésente des frappes israéliennes dont nombre de leurs collègues ont été victimes. Ils ont continué à travailler 7 jours sur 7 en fournissant des dépêches et des images de grande qualité. »

Jo Biddle souligne la couverture « très riche » de cette équipe avec des sujets « sur la pauvreté, la famine, la situation dans les hôpitaux, les enfants orphelins, les amputations, l'exode de la population vers le sud, la difficulté de travailler pour les journalistes mais aussi des sujets moins lourds comme ces pères qui jouent de la musique pour apaiser les enfants ou les anciennes traditions de retour, en l'absence d'électricité et de gaz pour cuisiner. »

Le bureau de l'AFP dans la ville de Gaza est visé par une frappe qui le détruit presque complètement le 3 novembre. Il est alors déjà inoccupé depuis plusieurs jours : nos collaborateurs en ont été évacués dès la mi-octobre, lorsque les autorités israéliennes ont enjoint à la population de quitter la ville pour rejoindre le sud du territoire.

« Nos collègues sont partis en convoi avec leurs familles, soit une cinquantaine de personnes. Ils se sont réfugiés dans la maison de l'un des photographes, parfois aussi chez des proches. Une journaliste a passé une dizaine de jours dans sa voiture, certains ont dormi sous la tente », se souvient Jo Biddle. « Il leur a fallu sortir chaque jour pour trouver de la nourriture et de l'eau, ils ont vu beaucoup de morts, de dégâts, ils ont tous perdu des membres de leur famille mais aussi leurs maisons, détruites ou très fortement endommagées ».

La seule bonne nouvelle est que tous les collaborateurs permanents gazaouis de l'Agence ont pu se réfugier, au fil des semaines et des mois, dans des pays voisins grâce aux efforts incessants de la direction Moyen-Orient et Afrique du Nord de l'AFP. De nouveaux journalistes ont été progressivement recrutés et formés sur place. Notre couverture continue.



Épuisement, mort et suspicion : le quotidien des journalistes de l'AFP à Gaza, par Phil Chetwynd

INVASION RUSSE EN UKRAINE

KARIM TALBI, RÉDACTEUR EN CHEF EUROPE

DARIO THUBURN, CHEF DES BUREAUX DE MOSCOU ET VARSOVIE



Ukraine : les défis d'une couverture inscrite dans la durée

Endeuillée par la mort d'Arman Soldin, l'année 2023 restera comme l'une des plus douloureuses pour l'AFP et tout particulièrement ses équipes de Kiev, Moscou ou Varsovie. Entrée dans sa deuxième année et désormais inscrite dans la durée, la guerre en Ukraine a exigé de profondes adaptations pour renforcer la sécurité des reporters, priorité absolue, ou faire du bureau de Varsovie un hub régional, soulignent Dario Thurn, chef des bureaux de Moscou et Varsovie, et Karim Talbi, rédacteur en chef Europe.

« La disparition d'Arman est dévastatrice. Et même si nous avons traité cette question de plusieurs manières, avec le concours de professionnels pour tenter de gérer le traumatisme des équipes, et que des cérémonies ont eu lieu à Kiev, Varsovie, Londres ou Paris pour honorer sa mémoire, la douleur reste vive », souligne Dario Thurn.

« Nous ne serons jamais à l'abri de drames lors d'un conflit mais nous faisons tout notre possible pour l'éviter avec une évaluation permanente de la situation sur le terrain, rassurante pour les reporters mais aussi pour le siège, à Paris », enchaîne Karim Talbi.

Le rédacteur en chef Europe relève les conséquences rédactionnelles de ce drame avec moins de reportages sur la ligne de front et davantage à l'arrière dans « des formats plus fouillés », remarque-t-il. « Il ne faut jamais perdre de vue que dans un conflit, le plus important, ce ne sont pas les militaires mais les civils. »

Le front s'étant très largement figé, les équipes de l'AFP se sont attachées à brosser le portrait d'une société ukrainienne plongée dans l'économie de guerre, moins unanime que lors des premiers mois du conflit, avec ceux qui tentent d'échapper à la conscription, les déserteurs, la fin de l'union sacrée des forces politiques. En Europe ou aux États-Unis et à l'égard de Poutine, l'intransigeance des uns contraste avec la complaisance des autres. Des lignes de fracture apparaissent. Le soutien matériel des Européens à l'armement des forces ukrainiennes montre ses limites. Le débat s'intensifie entre partisans et adversaires de l'ouverture de négociations avec le Kremlin...


« Nous avons eu tant de beaux reportages, notamment le long du fleuve Niepr, frontière naturelle entre les zones contrôlées par les Ukrainiens et les

Russes, les opérations commando, la guerre des drones, les échanges de prisonniers, la libération de Kherson, ces portraits poignants de personnes âgées dans les villages désertés ou ce chirurgien russe passé en Ukraine et qui opère des soldats ukrainiens derrière la ligne de front », se souvient Karim Talbi.

L'AFP elle-même a été amenée à adapter son dispositif pour le stabiliser. « Après un afflux de dizaines et de dizaines d'envoyés spéciaux dans les premiers mois de la guerre, nous sommes parvenus à consolider le réseau et à construire une dispositif pérenne en Ukraine, avec Varsovie comme base arrière pour couvrir ce conflit de haute intensité qui promet de se prolonger », explique Dario Thurn.

Des journalistes ukrainiens expérimentés ont rejoint l'AFP tandis que les missions des envoyés spéciaux se prolongent désormais pendant six mois à un an renouvelables. Près de 70 collaborateurs de l'Agence, rédacteurs, photographes, reporters et éditeurs vidéo, techniciens ou traducteurs contribuent désormais à la couverture de ce conflit soit près de 25 en Ukraine – à Kiev, Kharkiv, dans le Donbass ou à Odessa – autant à Varsovie ainsi qu'une vingtaine à Moscou.

« Même si la situation évolue sans cesse à Moscou où nous avons été contraints de réduire nos effectifs, il est toujours possible pour nos journalistes de s'entretenir quotidiennement avec la population, d'observer l'évolution de son regard sur la situation et de partir en reportage dans différentes régions de Russie », souligne le chef des bureaux de Varsovie et de Moscou. « C'est la valeur ajoutée irremplaçable apportée par cette équipe. »

 [Ukraine : deux ans de guerre totale sans compromis à l'horizon](#)



Des ambulanciers militaires ukrainiens évacuent un soldat blessé sur la ligne de front près de Bakhmut, le 23 mars 2023. © Aris Messinis / AFP



Un portrait de Evgueni Prigojine dans un mémorial improvisé à Moscou, le 24 août 2023. © Natalia Kolesnikova / AFP

AFRIQUE

PIERRE AUSSEILL, DIRECTEUR RÉGIONAL AFRIQUE



Couvrir un continent « en mouvement »

En Afrique sub-saharienne, l'AFP est leader parmi les agences mondiales d'information. La région a été érigée en priorité rédactionnelle et l'Agence y poursuit son développement dans ses trois « métiers » principaux, le texte, la photo et la vidéo. Cela passe par des créations de postes qui se sont poursuivies en 2023, une présence dans 47 pays de la région mais aussi une ambition rédactionnelle qui ne se borne pas à couvrir les crises qui l'ébranlent mais explore toutes les dimensions d'un continent « en mouvement ».

Quelle est la philosophie de cette couverture ?

L'Afrique c'est le continent qui pollue le moins mais aussi celui qui est le plus affecté par le réchauffement climatique. Il représente 40 % des réserves mondiales de minerais nécessaires à la fabrication des batteries de voitures électriques et de smartphones. C'est aussi un continent qui connaît une explosion démographique avec une population qui va doubler d'ici à 2050. Ce sont des sociétés civiles en mouvement avec des classes moyennes qui émergent, comme au Kenya, une scène culturelle foisonnante. Dans tous ces domaines, mais aussi, évidemment, sur « l'actualité chaude » nous avons creusé l'écart par rapport à nos concurrents, nous rendant indispensables pour beaucoup de clients africains et du monde entier. En clair, nous ne voulons pas nous en tenir à une vision catastrophiste qui ne reflèterait pas la réalité quotidienne. Il ne s'agit pas de positiver mais de raconter ce continent qui fait partie du monde globalisé tel qu'il est.

Ce qui passe par la création de postes...

Oui, et c'est pour cela que nous avons créé dès 2016 le poste de rédacteur en chef Afrique, confié à Jennie Matthew en 2023, pour que l'on puisse prendre du recul, traiter des sujets transversaux comme la fabrication de voitures électriques en Chine, depuis l'extraction du minerai en Afrique jusqu'à leur vente en Europe. Nous avons également créé trois postes à la Vidéo, deux basés à Lagos et Dakar, et un troisième, d'éditeur, à Londres. Là aussi, nous avons dépassé la concurrence en termes de qualité et de volume de production. Nous allons au-delà du « *Breaking news* » avec des sujets magazine. Et pour renforcer notre présence commerciale sur le continent, nous avons désormais un coordinateur marketing pour l'Afrique.

Avec des résultats ?

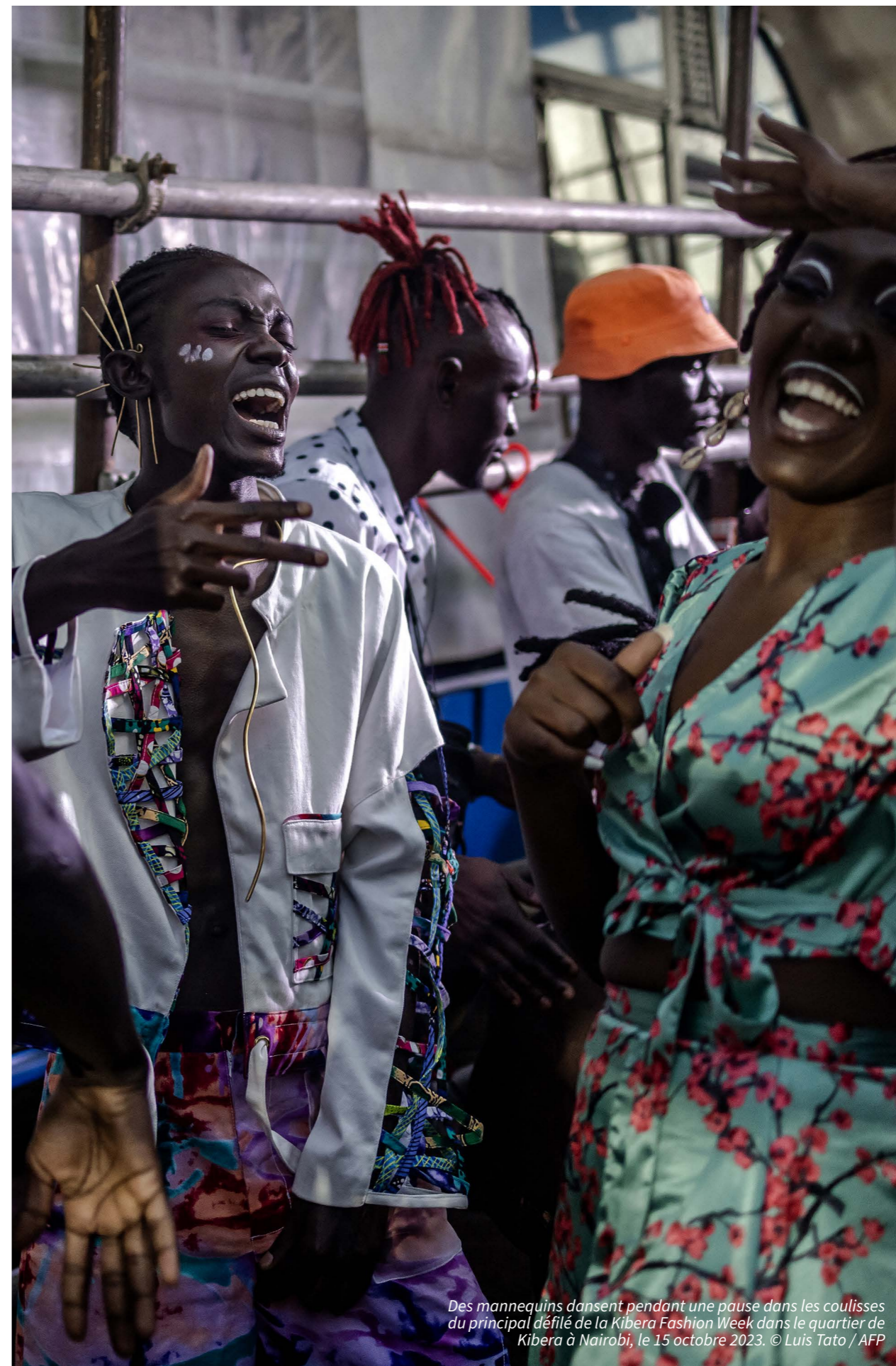
Nos revenus issus à la fois des clients médias et du marché Corporate africains se sont accrus de 10 %

entre 2022 et 2023 grâce, en particulier grâce à la forte progression de FACTSTORY, notre filiale dédiée à la production de contenus audiovisuels à la demande. FACTSTORY travaille principalement pour des agences de l'ONU, et des institutions internationales comme la Banque mondiale et l'Organisation internationale de la francophonie... Nous permettons à ces institutions qui investissent des sommes importantes dans des programmes de développement de s'adresser au grand public avec des sujets incarnés, sur le terrain, pour mesurer très concrètement ce qui est fait et de quelle manière ces programmes bénéficient aux populations.

Mais la force éditoriale et commerciale de l'AFP en Afrique se mesure tout autant en-dehors du continent africain. La couverture du continent par l'AFP est essentielle pour des clients globaux comme la BBC, Al Jazeera ou France 24 qui ne peuvent se permettre d'avoir des trous dans la raquette. Le jour où un événement important se produit, où que ce soit dans le monde, ils veulent l'information en texte et en image tout de suite. Or l'AFP a un réseau inégalé sur le continent parmi les grandes agences de presse internationales, avec ses sept bureaux et des correspondants texte, photo et vidéo dans l'intégralité des pays du continent à l'unique exception de l'Érythrée. Lors d'une récente visite de notre PDG aux États-Unis, le *New York Times* a salué la force et la crédibilité de notre couverture en Afrique, notamment lors de coups d'États et d'élections dans des pays largement désertés par nos concurrents.

Tout ceci passe aussi par un effort de formation ?

En octobre 2023, nous avons identifié huit journalistes en Afrique qui bénéficieront d'un programme de mentorat. Nous essayons de repérer les jeunes talents et de favoriser leur mobilité sur le continent mais aussi à travers le réseau mondial de l'Agence. C'est un objectif majeur.



Des mannequins dansent pendant une pause dans les coulisses du principal défilé de la Kibera Fashion Week dans le quartier de Kibera à Nairobi, le 15 octobre 2023. © Luis Tato / AFP

SPORTS

PIERRE GALY, CHEF DU DÉPARTEMENT SPORTS



« Les sports en 2023 : une répétition générale avant l'épreuve reine »

2023 aura été une année riche en événements sportifs mais aussi un galop d'essai avant les Jeux olympiques d'été. Toutes les compétitions, de la Coupe du monde de football au Qatar dès décembre 2022 à celle de rugby, sur le sol français, en passant par les mondiaux d'athlétisme de Budapest et de natation à Fukuoka « ont été mises à profit pour effectuer les derniers réglages avant ces JO disputés à domicile par l'AFP », souligne Pierre Galy, le chef du département Sports.

Comment les métiers de l'image, la photo et la vidéo, se sont-ils préparés à cet événement planétaire ?

Les Jeux olympiques sont toujours des moments privilégiés pour innover. En photo, une cellule spécialisée de la rédaction en chef technique a réalisé un énorme travail tout au long des compétitions de 2023 pour développer des dispositifs de prise de vue à distance avec des robots ou des appareils photo télécommandés disposés le long des pistes d'athlétisme ou derrière les buts. C'est déjà comme cela que notre photographe Olivier Morin avait immortalisé en 2013 la victoire du sprinter jamaïcain Usain Bolt, surnommé « La Foudre », aux mondiaux d'athlétisme de Moscou. Un éclair zébrait le ciel au-dessus du stade et cette photo est encore dans toutes les mémoires. Ces derniers mois, nous avons travaillé d'arrache-pied avec Nikon pour parfaire le contrôle à distance des boîtiers. L'idée est d'obtenir la photo la plus parlante, la plus parfaite et la plus extraordinaire possible avec des appareils qui prennent 60 images par seconde. Lors d'un match de foot, on verra le ballon heurter le visage du joueur et faire jaillir des perles de sueur. En vidéo, l'objectif premier est de consolider notre place d'acteur majeur auprès de nos clients. Pour cela, nous nous sommes dotés l'an dernier de caméras plus légères pour être plus mobiles dans la foule et dans les zones mixtes où les athlètes croisent les journalistes. Nous avons déployé aussi de nouvelles solutions techniques pour faciliter les transmissions. La mobilisation de la vidéo sera inédite avec des résumés des principaux événements de la journée.

Le texte n'est pas en reste...

Non, bien sûr. Là aussi, nous innovons avec une mutualisation de toute la production dans les principales langues de travail de l'Agence, le français, l'anglais et l'espagnol. Si, auparavant, nous avions tendance à envoyer deux ou trois journalistes pour couvrir une conférence de presse dans plusieurs langues, désormais, un seul s'y rend et les autres se

concentrent sur les sujets de fond ce qui suppose un gros travail de coordination mené par la rédaction en chef des sports mais aussi entre les reporters eux-mêmes. Nous avons aussi accentué en vue des JO un dialogue permanent avec les autres services parisiens de l'Agence et avec les bureaux du monde entier qui sont déjà pleinement impliqués dans la couverture des sujets périphériques de cet événement. Les JO ne se résument pas à leur dimension sportive. Ils ont aussi une dimension sociétale ou environnementale. La sécurité et les transports sont au cœur des préoccupations.

Que représente cet événement pour l'Agence ?

Toute l'Agence est concentrée sur la réussite de cette couverture. Ce sera une œuvre collective. Depuis leur attribution à Paris en 2017, c'est un rendez-vous que tout le monde s'est approprié. Cette mobilisation sans précédent, c'est la force de l'AFP. Mais évidemment, en 2023, les choses se sont accélérées. Nous jouons à domicile. La couverture sera exhaustive sur le plan sportif comme extra-sportif et dans tous les métiers. Et le dispositif que nous peaufinons depuis de longs mois se doit d'être à la hauteur : autour de 250 personnes mobilisées directement sur la couverture des Jeux – plus d'une centaine de reporters texte en six langues, une centaine de photographes et éditeurs, une trentaine pour la couverture vidéo. Grâce à la présence de l'AFP dans 150 pays, nous aurons aussi l'envers du décor, c'est-à-dire la façon dont les Jeux seront vécus à l'étranger et le retour des athlètes, des héros, dans leur pays. Quant aux Jeux paralympiques, l'AFP n'a pas attendu les Jeux de Paris pour offrir à ses clients une large couverture. Elle s'appuiera sur un très large dispositif de la cérémonie d'ouverture sur la Seine à la clôture au Stade de France. Une quinzaine de reporters appuyés par les desks livreront une couverture sportive, au plus près des athlètes pour expliquer leurs performances hors normes. Les métiers de l'image déploieront aussi un dispositif inédit lui aussi, sur et autour des sites de compétition.



L'équipe du Mexique participe à la finale de l'épreuve féminine de natation artistique par équipe lors des Championnats du monde de natation à Fukuoka, le 18 juillet 2023. © Manan Vatsyayana / AFP

Des vendeurs rangent des piles de journaux dans un magasin de Dhaka, le 4 septembre 2023. Des centaines d'articles faisant l'éloge des politiques du gouvernement bangladais, apparemment rédigés par des experts indépendants, ont été publiés dans les médias nationaux et internationaux, mais les auteurs ont des références douteuses, de fausses photos et n'existent peut-être même pas, selon une enquête de l'AFP. © Munir uz Zaman / AFP



INVESTIGATION NUMÉRIQUE

SOPHIE NICHOLSON, RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

INVESTIGATION NUMÉRIQUE



« Sur le front de la désinformation, 2024 sera l'année de tous les dangers. Un habitant de la planète sur deux sera appelé aux urnes avec le scrutin européen, le duel Biden-Trump et d'autres élections encore en Inde ou au Mexique. »

L'AFP s'y est préparée dès l'an dernier mais y prépare aussi des milliers de journalistes à travers le monde avec ses « Digital Courses », des cours en ligne gratuits disponibles en quatre langues, anglais, français, espagnol et portugais.

L'équipe d'investigation numérique de l'AFP — la plus importante au monde avec 150 journalistes qui travaillent en 26 langues — est en première ligne pour observer les risques que font peser les opérations de désinformation, les ingérences et les manipulations de toutes sortes sur les élections. Les présidentielles de 2016 et 2017 aux États-Unis et en France ont marqué un tournant en la matière. Avec la guerre en Ukraine notamment, ces opérations se sont encore intensifiées et nous nous sommes préparés dès l'an dernier au pic de campagnes de désinformation auxquelles nous pouvons nous attendre cette année. C'est pourquoi il nous a semblé indispensable de développer des formations en ligne, librement accessibles non seulement aux journalistes de l'AFP mais à tous les journalistes ou étudiants en journalisme. L'objectif est de partager notre expérience et de les aider à débusquer ces manipulations. Et pour cela, nous avons le soutien du Google News Initiative qui poursuit le même but. 15 000 utilisateurs à travers le monde ont déjà suivi cette formation.

Qu'apprend-on dans ces cours ?

Les journalistes ont plus que jamais besoin de vérifier les informations qu'ils publient. Certaines vérifications demandent des connaissances informatiques plutôt basiques, d'autres exigent un vrai savoir-faire. D'autant que de nouvelles technologies émergent comme l'intelligence artificielle générative. En Slovaquie par exemple, il y a


eu des tentatives d'influencer le scrutin de la fin septembre 2023 avec un faux enregistrement d'un candidat créé de toute pièce avec ces nouveaux outils pour lui nuire. Mais on a vu aussi des opérations d'influence de grande ampleur, attribuées à la Russie, comme ces dizaines de sites pirates imitant ceux du *Guardian*, du *Spiegel*, de *Bild*, *20 minutes* ou du *Monde* pour diffuser de la propagande pro-russe et anti-occidentale.

À quoi ressemblent les « Digital Courses » ?

Ces modules ne durent qu'une heure et peuvent être suivis n'importe où et n'importe quand. Ils sont introduits par une petite vidéo d'une minute qui résume leur contenu. Leur force, c'est de refléter le travail et l'expérience réelle de nos journalistes avec des exemples pertinents, des quiz et des exercices pour tester les connaissances. C'est pour cette raison que certaines écoles de journalisme, comme celle de Sciences Po Paris, ou des universités, au Brésil notamment, ont décidé de les intégrer dans leurs programmes de formation. Nous mettons ces modules à jour en permanence, tant les changements sont rapides sur les réseaux sociaux. Ils sont aussi très concrets avec des thèmes comme « identifier l'origine d'une photo ou d'une vidéo », « se protéger en ligne », « apprendre à combattre la désinformation en période électorale » ou explorer « les sources de financement des campagnes en ligne ».

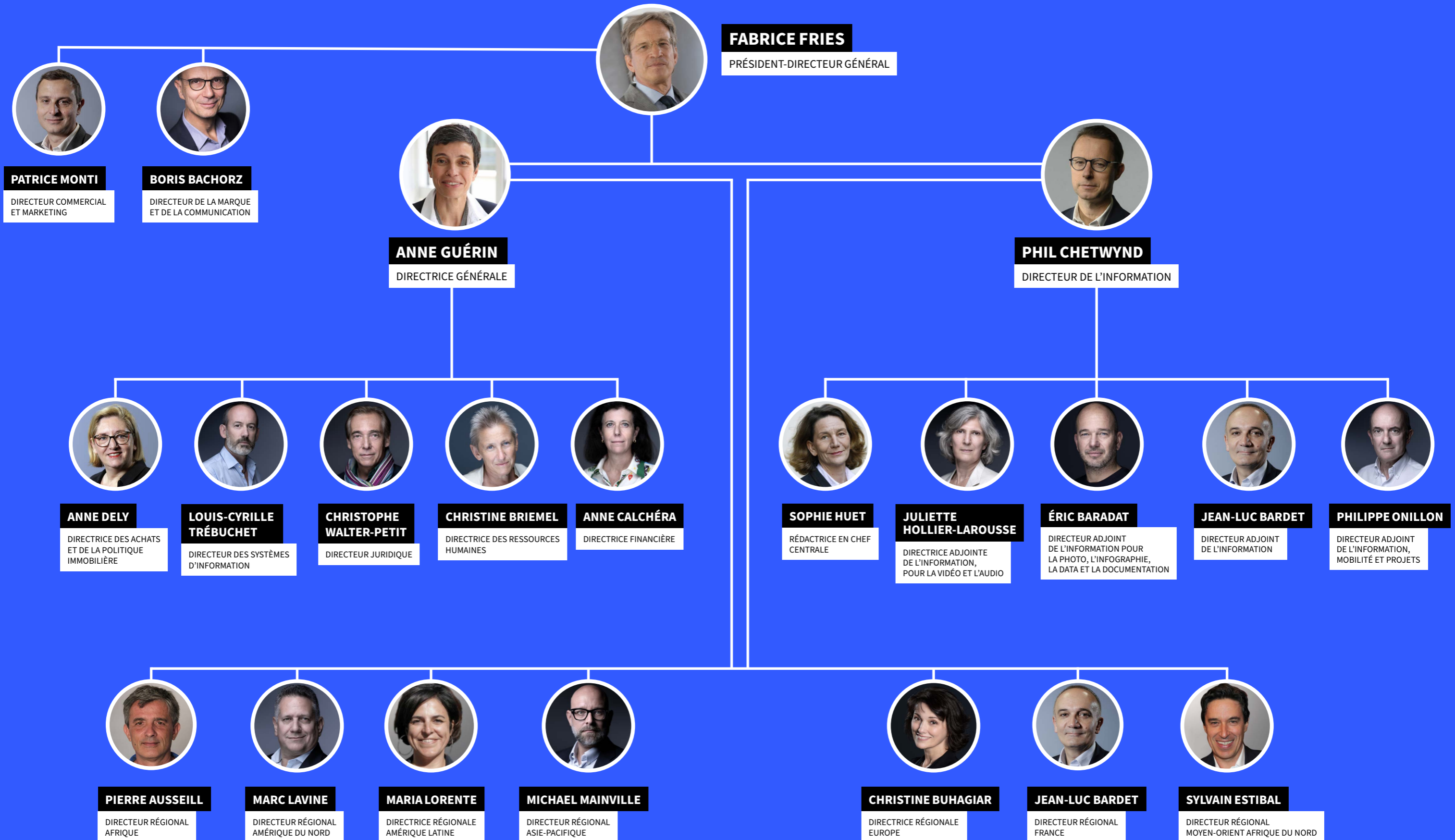
 **Combattre la désinformation en période électorale :** le module pour apprendre à identifier et à vérifier les types de désinformation qui circulent avant une élection

 **Vrai ou faux ? Comment vérifier une info :** la playlist de vidéos courtes, d'astuces et d'exemples de l'équipe Investigation numérique de l'AFP est disponible

 **AFP Digital Courses :** la formation en libre accès conçue par l'AFP pour tous les journalistes et les étudiants en journalisme, avec le soutien de Google News Initiative.

L'ORGANIGRAMME

AU 23 AVRIL 2024



ARMAN SOLDIN

PORTRAIT

Né en Bosnie, mort en Ukraine : Arman Soldin, immuable sourire malgré la guerre.

Arman Soldin était un enfant de la guerre. Elle l'a marqué de son sceau quand il fuyait Sarajevo dans les bras de sa mère. Elle l'a fauché dans l'Est ukrainien. Entre les deux, ce journaliste a dévoré la vie en souriant.

Le 14 juillet, jour de la fête nationale, il est décoré à titre posthume de la plus haute distinction française, la Légion d'honneur, au grade de chevalier.

Loué par tous pour son humanisme, son courage et son professionnalisme, le journaliste français de 32 ans avait achevé quelques jours plus tôt ses derniers sujets, où il racontait tant la violence des combats que l'extrême vulnérabilité des sans-voix.

À Siversk, il avait suivi l'un des milliers de héros ordinaires engendrés par la guerre : Oleksandre, ancien soudeur, qui chevauche son scooter pétaradant pour livrer du pain aux personnes âgées de cette petite ville proche du front Est ukrainien.

Près de Bakhmout, il avait passé une partie de la nuit avec des soldats ukrainiens blessés recevant de premiers soins. Le 1^{er} mai, il tweetait ses moments de « terreur à l'état pur », alors qu'une salve de roquettes russes s'était écrasée à quelques dizaines de mètres de l'équipe de l'Agence France-Presse.

Panique, destructions, morts. Des qualificatifs autrefois associés à la Bosnie, son pays d'origine, qu'il fuit dans les bras de sa mère, à l'âge d'un an.

Le 25 avril 1992, les caméras de la télévision publique française captent son arrivée à l'aéroport parisien d'Orly, bouclettes blondes sur un petit pull noir, sa maman à ses côtés.

Une centaine de mères bosniennes et leurs enfants viennent d'atterrir dans un vol militaire affrété par le ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire d'alors, Bernard Kouchner.

- « Déracinement » -

« Des obus avaient fracassé les escaliers de notre maison de Sarajevo. J'avais pu monter dans l'avion. Kouchner était assis près de moi. On avait passé le vol par terre, Arman dans mes bras », raconte Oksana Soldin, 59 ans aujourd'hui, qui vit à Rennes.

Après six ans en France, la famille retourne en Bosnie, enfin en paix après une sanglante guerre interethnique qui a tué plus de 100 000 personnes.

« Sarajevo était dévastée. Arman nous posait tout le temps des questions. Nous avions le même âge mais il était plus vieux dans sa tête », se souvient Aldin Suljevic, son ami « pour la vie » depuis « le 2 septembre 1998 » précisément, jour où les deux compères se sont retrouvés assis côte à côte à l'école primaire.

Ils n'ont jamais perdu le contact, malgré un nouveau départ en France d'Arman, en 2002, après la séparation de ses parents. Oksana et ses trois enfants, Arman, Sven le benjamin, et Ena l'aînée retrouvent la Bretagne.

« On a eu cette épreuve du déracinement. On s'est retrouvé tout en bas de l'échelle, en tant que réfugiés. C'est ce qui fait que notre famille est très proche, qu'on se parle tous les jours », explique Sven, 26 ans, qui voyait en Arman « une idole » « invincible », « la personne la plus importante de (sa) vie ».

Chaque été, le trio retourne au pays voir le père Sulejman Soldin, un journaliste reconnu. « Arman était Français mais la Bosnie était dans son cœur », estime Aldin Suljevic, pour qui le conflit bosnien, qu'il n'a pas vécu mais auquel il était si sensible, a « joué » dans sa volonté de couvrir celui en Ukraine.

À 11 ans, Arman joue à écrire des flashes d'actualité dans sa chambre rennaise. À 16 ans, il compile trois minutes d'images insoutenables, accompagnées du très triste adagio d'Albinoni, qu'il poste sur sa chaîne YouTube. Il intitule le tout « Sarajevo in wa r » (Sarajevo en guerre).

« Arman avait un œil de journaliste qui a fait l'autopsie de la Bosnie. S'il n'a pas forcément fait de lien avec l'Ukraine, il a choisi de s'y rendre parce qu'il voulait se rendre utile, il voulait chercher la vérité », poursuit Oksana, « un prénom venant d'Ukraine », glisse cette professeure de philosophie et sociologie.

- Fou de foot -

Adolescent, Arman, très bon élève, est aussi passionné de foot. Il intègre les équipes de jeunes du Stade Rennais, un club de Ligue 1 française, entre 2006 et 2008. Mais des blessures récurrentes à un genou l'empêchent d'aller plus loin.

« Le foot, c'est une partie importante de sa vie, dit Sven. Il était extrêmement fort, extrêmement talentueux. Il avait un truc en plus. »





Lors d'une course d'obstacle dans la boue (Tough Mudder) à Londres en 2016 pour lever des fonds au profit du Rory Peck Trust qui apporte un soutien pratique et financier aux journalistes indépendants et à leurs familles dans le monde entier. © Leon Neal / AFP

Après des études universitaires à Londres, Lyon et Sarajevo, ce francophone, anglophone et italo-phonie fait ses premiers pas en 2015 au bureau de l'AFP de Rome, où il s'impose comme « le stagiaire de rêve », se souvient Sonia Logre, qui l'a formé.

« Il avait l'envie de tout faire, de tout voir, de tout connaître, une envie d'apprendre humblement, une volonté de découvrir l'Italie, avec une profonde joie de vivre », loue cette vidéo-reporter.

Ancien correspondant sportif de l'AFP à Rome, Emmanuel Barranguet raconte un collègue « rayonnant tout le temps ». « Même quand il jouait au foot, il souriait. Il m'a dribblé un nombre incalculable de fois, toujours avec le sourire. »

La même année, il est embauché par l'AFP à Londres, où il croque la vie, « fait beaucoup la fête, du vendredi soir au dimanche », s'entoure d'un cercle d'amis très proches, couvre le Brexit... mais se frustre de « ne pas être suffisamment sur le terrain », se rappelle son ex-petite amie Diane Dupré.

En 2019, il devient, en parallèle, correspondant sportif au Royaume-Uni pour Canal+, où « sa légèreté », son « charme fou », font que « tout le monde l'adorait, professionnellement et humainement », commente David Barouh, le directeur adjoint de la rédaction des sports de la chaîne.

« Il faisait l'unanimité », affirme-t-il. A chaque retour d'Ukraine, s'il repasse par Londres, Arman retrouve, dans un grand écart presque inconcevable pour l'œil extérieur, le luxe de la Premier League pour la chaîne cryptée, quelques jours après avoir quitté les bombes.

« C'était peut-être sa respiration », juge M. Barouh, lui qui avait abandonné du jour au lendemain son confort londonien quelques jours avant l'invasion ukrainienne.

Arman se porte ainsi volontaire pour faire partie des premiers envoyés spéciaux de l'Agence, comme il l'avait été pour couvrir les premiers mois du Covid-19 en Italie, alors que la pandémie y faisait une hécatombe.

- « **Solaire** » -

Dimitar Dilkoff, photographe de l'AFP, « rencontre Arman le 24 février 2022 », le jour où démarre la guerre. « Nous sommes entrés ensemble en Ukraine », se souvient ce Bulgare, qui souligne son côté « solaire » et de « sa volonté d'être le premier » sur le terrain.

Emmanuel Peuchot, basé à Kaboul, les rejoint en octobre. Ce journaliste, rompu aux terrains hostiles, est également séduit par son cadet, un reporter « de la jeune génération, un réseau social à lui tout seul. Tout le temps sur Twitter, mais pas du tout dans le selfie ».

Chaque jour, il constate « sa franchise quand il salue les gens », car fondamentalement, « il aimait les gens, il était tourné vers l'autre ».

Fin avril, l'équipe découvre un hérisson à l'agonie au fond d'une tranchée. Arman prend sur lui de le ramener à la maison où loge l'AFP. Quelques jours plus tard, « Lucky » (chanceux), retapé, retrouve sa liberté, non sans être devenu une petite célébrité sur Twitter, grâce au vidéo-journaliste.

« Cette histoire est mignonne, mais n'oubliez pas qu'une guerre sanglante est en cours et que des millions de gens sont déplacés. Aidez en donnant aux ONG », conclut Arman dans ce qui sera l'un de ses derniers posts.

En parallèle, le gai luron aux grandes lunettes rondes, qui « voulait incarner la guerre, mais sans se mettre en avant », avait entamé une collaboration avec un dessinateur pour faire une BD sur l'Ukraine, afin de « faire comprendre aux gens ce qui se passe sur le terrain », relate Diane Dupré.

Le 9 mai 2023, une attaque de roquettes Grad l'a fauché dans les environs de Tchassiv Iar, localité proche de Bakhmout (Est). Le reste de l'équipe est physiquement indemne.

L'instant d'avant, « il était comme toujours, il plaisantait », se rappelle Dimitar Dilkoff. Puis il est parti avec un « beau visage » ne trahissant aucune souffrance, relate Emmanuel Peuchot, « la caméra à la main ».

Né à Sarajevo, mort dans le Donbass, Arman Soldin était avant tout « un grand sensible, un grand émotif », sanglote sa mère. « Il m'avait cueilli toutes les fleurs du monde. »

par Joris Fioriti, le 12/05/2023

Arman Soldin a été décoré au grade de **chevalier de la Légion d'honneur** à titre posthume par décret du président de la République en date du 13 juillet 2023.

Lors de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes contre les journalistes, la France récompensera chaque année autour du 2 novembre « le courage journalistique » grâce à un **nouveau prix, baptisé Anna Politkovskaïa-Arman Soldin** en référence à ces deux journalistes tués dans l'exercice de leur métier. La récompense « a vocation à distinguer le travail de journalistes et de reporters d'images engagés à poursuivre leur mission essentielle de diffusion d'une information libre, fiable et de qualité sur des théâtres de crises ou de conflit » a indiqué mercredi 27 septembre 2023 l'ambassade de France à Bruxelles.

- ✓ Présent dans 150 pays
- ✓ Plus de 1700 talents
- ✓ 24h/24 & 7j/7



AGENCE DE CRÉATION AUDIOVISUELLE À 360°

FACTSTORY met à votre disposition sa force de production mondiale. Nous réalisons pour vous des contenus originaux et créatifs grâce à notre capacité éditoriale et technique à 360°.

Media Connect

EN QUÊTE DE VISIBILITÉ POUR VOTRE ENTREPRISE OU VOTRE ORGANISATION ?

- MediaConnect est l'outil de recherche des professionnels des médias.
- Un portail numérique qui rend tous vos contenus de communication visibles et audibles auprès des journalistes en les diffusant de façon ciblée, sécurisée et optimisée.

MEDIACONNECT

LA SALLE DE PRESSE
NUMÉRIQUE

L'AFP

EN CHIFFRES

● **2 600**
collaborateurs

● **1 700**
journalistes

● **100**
nationalités

● **150**
pays

● **260**
villes

● **2 300**
dépêches/jour

● **3 000**
photos/jour

● **6**
langues

● **300**
vidéos/jour

● **1 500**
directs/mois

● **100**
vidéographies/mois

● **80**
infographies/jour